



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**DIRECTION DE L'ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE, DE L'ACHAT, DES FINANCES ET DE
L'IMMOBILIER**

**SERVICE ACHAT INNOVATION LOGISTIQUE DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
SOUS-DIRECTION DE L'ACHAT ET DU SUIVI DE L'EXÉCUTION DES MARCHÉS
BUREAU DES ACHATS IMMOBILIERS ET PRESTATIONS**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

(CCAP)

-

Commun à l'ensemble des lots

**Relatif aux prestations de services d'assurances dans le cadre d'une
opération de construction et maintenance d'un ensemble immobilier du
ministère**

Le présent marché public a été passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert conformément aux articles L. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique

Le présent CCAP comporte l'annexe suivante :

Annexe 1	Protection des informations – Confidentialité – Mesures de sécurité
Annexe 2	Engagement de reconnaissance de responsabilité
Annexe 3	Déclaration conflit d'intérêt

1	GENERALITES	4
2	DISPOSITIONS GENERALES.....	4
2.1	<i>PRESENTATION GENERALE DE L'OPERATION.....</i>	4
2.2	<i>OBJET DU MARCHE</i>	4
2.3	<i>PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHE</i>	4
2.4	<i>ALLOTISSEMENT.....</i>	4
2.5	<i>FORME DU MARCHE.....</i>	5
3	DUREE ET DELAIS D'EXECUTION DU MARCHE	5
3.1	<i>DUREE.....</i>	5
3.2	<i>DUREE DE LA PERIODE DE GARANTIE</i>	5
3.3	<i>DELAIS D'EXECUTION.....</i>	5
3.4	<i>PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION.....</i>	6
4	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	6
5	REPRESENTATION DES PARTIES.....	7
5.1	<i>L'ACHETEUR.....</i>	7
5.2	<i>LE TITULAIRE</i>	7
5.3	<i>LA SOUS-TRAITANCE</i>	8
6	INTERVENANTS DE L'OPERATION.....	8
6.1	<i>LE MAITRE D'OUVRAGE (MOA).....</i>	8
6.2	<i>MAITRISE D'ŒUVRE.....</i>	9
6.3	<i>LE FUTUR TITULAIRE DU MARCHE PUBLIC GLOBAL SUR PERFORMANCES (MPGP)</i>	9
6.4	<i>L'ASSUREUR</i>	9
6.5	<i>LES CO-INTERVENANTS</i>	9
7	MODALITES GENERALES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	9
7.1	<i>PRESTATIONS RESERVEES A DES ORGANISMES D'ASSURANCES.....</i>	9
7.2	<i>EQUIPE DEDIEE A L'EXECUTION DES PRESTATIONS ET MODALITES DE REMPLACEMENT.....</i>	10
7.3	<i>REUNIONS DE LANCEMENT ET DE SUIVI</i>	10
7.4	CLAUSES ENVIRONNEMENTALES.....	10
7.5	<i>PROPRIETE INTELLECTUELLE</i>	11
7.6	<i>MESURES DE SECURITE.....</i>	11
7.7	<i>ENGAGEMENTS ET OBLIGATIONS DE L'ASSUREUR.....</i>	11
8	MODIFICATION EN COURS D'EXECUTION	11
8.1	<i>CLAUSE DE REEXAMEN</i>	11
9	MODALITE ET DETERMINATION DU PRIX.....	12
9.1	<i>FORME DU PRIX.....</i>	12
9.2	ETABLISSEMENT DU PRIX.....	12
9.3	<i>CONTENU DU PRIX</i>	14
9.4	<i>VARIATION DU PRIX</i>	14
10	PENALITES	16
10.1	<i>PENALITES</i>	16
11	SERVICE FAIT PRESUME	18
12	CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	18
13	REGLEMENT	20
13.1	<i>REPARTITION DES PAIEMENTS</i>	20
13.2	<i>PAIEMENT</i>	20
13.3	<i>DEMANDE DE PAIEMENT</i>	21
14	ENGAGEMENTS ET OBLIGATIONS.....	22
14.1	<i>PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL.....</i>	22
14.2	<i>RESPONSABILITE SOCIETALE DES ENTREPRISES ET DEVELOPPEMENT DURABLE.....</i>	23
14.3	<i>DROITS DE L'HOMME.....</i>	23
14.4	<i>RELATIONS ET CONDITIONS DE TRAVAIL</i>	23
14.5	<i>LOYAUTE DES PRATIQUES.....</i>	24
14.6	<i>CONTROLE.....</i>	24
14.7	<i>ASSURANCE.....</i>	24
14.8	<i>CONFLITS D'INTERET.....</i>	24
15	RESILIATION.....	25
15.1	<i>CAS DE RESILIATION EMANANT DE L'ACHETEUR</i>	25
15.2	<i>CAS DE RESILIATION DU MARCHE EMANANT DU TITULAIRE.....</i>	25
15.3	<i>DECOMPTE DE RESILIATION.....</i>	26
15.4	<i>ABSENCE D'INDEMNISATION POUR RESILIATION DE MOTIF D'INTERET GENERAL</i>	26
16	EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	26

17	DIFFERENTS	26
17.1	MEDIATION	26
17.2	LITIGE	26
18	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	27

1 GENERALITES

Sauf mention contraire, le terme « Code », utilisé dans le présent document, fait référence au Code de la commande publique, adopté par l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et le décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018.

Le sigle « MI », utilisé dans le présent document, désigne le ministère de l'Intérieur.

2 DISPOSITIONS GENERALES

2.1 Présentation générale de l'opération

Situé à Saint-Denis (93) sur un site livré en VEFA en décembre 2025, le projet concerne le site dit « Universeine ».

Ce site s'inscrit au sud-ouest de la ZAC UNIVERSEINE, à l'angle formé par le Quai de Saint-Ouen et la rue dite des Frères Lumière, sur une surface au sol de 14 915 m².

Ce site est inclus dans le périmètre du Village des athlètes; cet ensemble immobilier comprend 2 bâtiments neufs et 2 bâtiments réhabilités.

L'opération, objet de la présente consultation consiste en l'aménagement et la réaffectation pour l'usage des personnels du ministère de l'Intérieur d'un campus de bureaux d'une surface d'environ 46 000m² de surface de plancher :

- La Halle Maxwell : environ 13 000 m² réhabilités répartis sur 3 niveaux de superstructures (y compris rez-de-chaussée) et 1 niveau d'infrastructure ;
- Les corps de bâtiments B1A et B1B : environ 32 000 m² neufs répartis sur 9 niveaux de superstructures (y compris rez-de-chaussée et mezzanine du R+7), et 2 niveaux d'infrastructure ;
- Le pavillon Copernic : d'environ 820 m² réhabilités répartis sur 3 niveaux de superstructures (y compris rez-de-chaussée)

Le planning prévisionnel des travaux est de l'ordre de 10 mois pour un démarrage des travaux programmé au 01 janvier 2026.

2.2 Objet du marché

Le présent marché a pour objet le placement des risques dans le cadre d'une opération de conception, construction et maintenance d'un ensemble immobilier opérationnel du ministère de l'intérieur.

Plus précisément, les prestations porteront sur :

- Les assurances relatives à la conception et l'exécution des travaux, notamment :
 - La Tous Risques Chantier (TRC)
 - La Responsabilité civile en cours de travaux
- Les assurances décennales
 - L'assurance « Dommages – Ouvrage » (D.O)
 - Le Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD)
- Les assurances multirisques des bâtiments existants

Le présent marché est un marché de prestations de services au sens de l'article L. 1111-4 du Code de la commande publique portant sur l'achat de contrats d'assurances.

2.3 Procédure de passation du marché

Le présent marché est passé selon un appel d'offres ouvert lancé en application des articles L. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code.

2.4 Allotissement

Conformément à l'article L. 2113-10 du Code, l'accord-cadre fait l'objet de lots juridiques distincts suivants, traités en marchés séparés :

Numéro du Lot	Intitulé du lot
1	Assurances - Phase de conception et de construction de l'ouvrage
2	Assurances relatives à la période décennale
3	Assurances multirisques relatives aux bâtiments existants

2.5 Forme du marché

Conformément au Code, le marché se présente sous la forme d'un marché dit « ordinaire ». En effet, la nature, l'étendue et le rythme des besoins à satisfaire sont déterminés avec précision.

3 DUREE ET DELAIS D'EXECUTION DU MARCHÉ

3.1 Durée

Le marché est conclu à compter de sa date de notification au titulaire jusqu'à la finalisation définitive du dernier dossier de sinistre.

3.2 Durée de la période de garantie

3.2.1 Lot n° 1 : Assurances - Phase de conception et de construction de l'ouvrage

La durée de garantie prend effet à compter de la notification au titulaire de l'ordre de service de démarrage.

Les délais relatifs au présent lot courent dès la communication de l'ordre de service de démarrage communiqué par le MOA à l'assureur jusqu'à la date de réception dite prévisionnelle de l'ouvrage augmenté de la période relative à la garantie « maintenance visite ».

Les garanties d'assurances expirent conformément aux conditions relevant tant des conditions d'exécution du marché passé par le Maître de l'ouvrage auprès du Groupement Assureur du Marché de conception, construction et maintenance que des conditions relevant du code des Assurances.

3.2.2 Lot n° 2 : Assurances relatives à la période décennale

Les délais relatifs au présent lot courent à compter de la date de réception de l'ouvrage jusqu'à l'extinction des garanties décennales telles que prévues dans le cadre de la loi du 4 janvier 1978.

Les garanties d'assurances expirent conformément aux conditions relevant tant des conditions d'exécution du marché passé par le Maître de l'ouvrage auprès du Groupement Assureur du Marché de conception, construction et maintenance que des conditions relevant du code des Assurances.

3.2.3 Lot n° 3 Assurances dommages relatives aux bâtiments existants

La durée de garantie prend effet à compter de la notification au titulaire de l'ordre de service de démarrage.

Les délais relatifs au présent lot courent à compter de la réception des travaux relevant du programme VEFA de Vinci immobilier jusqu'à la mise en exploitation complète de l'ouvrage par l'exploitant.

Les garanties d'assurances expirent conformément aux conditions relevant tant des conditions d'exécution du marché passé par le Maître de l'ouvrage auprès du Groupement, Assureur du Marché de conception, construction et maintenance que des conditions relevant du code des Assurances.

3.3 Délais d'exécution

Conformément à l'article 3.2.2 du CCAG-FCS, sauf mention contraire, les délais indiqués sont des délais calendaires.

De plus tout délai d'exécution des prestations mentionné au marché commence à courir à 0 heure, le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

En cas de retard d'exécution, l'acheteur pourra appliquer les pénalités de retard prévues dans le présent document

Ces délais expirent à la date de la présentation des prestations à l'administration, en vue de l'engagement des opérations de vérification.

3.4 Prolongation des délais d'exécution

Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG-FCS, lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement imprévisible pour un opérateur diligent, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Conformément à l'article 13.3 du CCAG/FCS, pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de 15 jours calendaires à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du délai d'exécution du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à 15 jours calendaires. Il indique, par la même demande, à l'acheteur public la durée de la prolongation demandée.

L'acheteur public dispose d'un délai de 15 jours calendaires, à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché concerné n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

4 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du Marché, elles prévalent, ci-après par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement - **propre à chaque lot** - dûment complété, daté et signé par la personne habilitée à engager la responsabilité de la société ;
 - L'annexe n°1 à l'acte d'engagement - **propre à chaque lot** - relative au cadre de décomposition financier dûment complétée ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes :
 - L'annexe n°1 au CCAP relative à la protection des informations – confidentialité – mesures de sécurité ;
 - L'annexe n°2 au CCAP relative à l'engagement de reconnaissance de responsabilité ;
 - L'annexe n°3 au CCAP relative à l'absence de conflit d'intérêt ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières de l'accord-cadre (CCTP) – **propre à chaque lot** :
- le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G-FCS.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, [dans sa dernière version](#) * ;
- toutes les normes en vigueur correspondant à l'objet du marché * ;
- les documents d'exécution de l'accord-cadre ou du marché ;
- l'offre du titulaire.

**Ces documents sont supposés être connus par les opérateurs économiques et ne sont pas annexés au dossier de consultation des opérateurs économiques.*

Les exemplaires conservés par l'acheteur public font seule foi en cas de litiges

NB : Il est précisé que l'ensemble des conditions générales de vente du titulaire ne font pas partie des documents contractuels.

5 REPRESENTATION DES PARTIES

Les parties s'engagent à collaborer au mieux de leurs possibilités afin de permettre la bonne exécution de leurs obligations. Pour ce faire, elles désignent chacune un interlocuteur chargé du suivi des prestations au cours de l'exécution du marché.

La désignation des représentants des parties ne saurait remettre en cause le commencement d'exécution des prestations tel que prévu au marché.

5.1 L'acheteur

5.1.1 [Représentant de l'acheteur](#)

Les interlocuteurs de l'administration chargé de la représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché est la **Direction du Projet Relocalisations et Universeine (DPRU)**.

5.2 Le titulaire

5.2.1 [Représentant du titulaire](#)

Le Titulaire est l'opérateur économique qui conclut le marché avec l'acheteur public.

En cas de groupement des opérateurs économiques, le « Titulaire » désigne les membres du groupement, représenté, le cas échéant, par son mandataire.

Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG-FCS, le titulaire désigne, dès la notification, une ou des personne(s) physique(s), habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché.

Ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom à l'acheteur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

5.2.2 [Le groupement d'opérateurs économiques](#)

5.2.2.1 [Désignation du mandataire](#)

Le mandataire désigné « l'apériteur du groupement ».

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de 8 jours calendaires à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, par dérogation à l'article 3.5.4 du CCAG-FCS, le cocontractant inscrit en deuxième position dans l'acte d'engagement devient le nouveau mandataire du groupement.

5.2.2.2 [Obligations de l'apériteur du groupement](#)

L'apériteur du groupement assure la représentation de ses co-traitants ainsi que la coordination de leurs interventions.

A ce titre, l'apériteur :

- Est l'interlocuteur unique du Maître d'ouvrage ;
- Assure la transmission au Maître d'ouvrage après analyse et avis pour information, de toutes productions et communications émanant d'un co-traitant ;
- Assure la transmission au Maître d'ouvrage en temps utile de toutes les informations relatives à la bonne réalisation du projet ;
- Assure la représentation de chacun des co-traitants en cas de contestation ou différend, notamment vis-à-vis du Maître d'ouvrage ;
- Assure la représentation de chacun des co-traitants et sous-traitants éventuels, vis-à-vis des intervenants tiers au marché ;
- Assure le rôle de tiers de confiance vis-à-vis d'assureurs/réassureurs tiers éventuellement sollicités dans le cadre de la réponse du Titulaire au marché.

Au titre de son obligation de coordination et de pilotage du groupement, l'apériteur doit :

- Assurer la transmission aux co-traitants, avec les directives appropriées et dans les délais les plus courts, de toutes instructions, notes, décision émanant du MOA ;
- Suivre l'application des dispositions du marché par les co-traitants et étudier les solutions à apporter aux difficultés qui entraveraient la bonne exécution du marché et la bonne réalisation du projet.

5.2.2.3 Obligations des co-traitants du groupement :

Dans le cadre du groupement, chaque co-traitant doit :

- Fournir au mandataire pour transmission au Maître d'ouvrage tout document prévu par le présent marché ou nécessaire à la réalisation du projet ;
- Faire connaître l'état d'avancement des tâches dont il est en charge, afin de permettre le suivi de l'avancement ;
- Informer le mandataire de toute événement susceptible de perturber l'exécution du marché ;
- Prendre en compte les remarques émanant de l'apériteur.

5.3 **La sous-traitance**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines prestations faisant l'objet du présent accord-cadre, dans les conditions prévues aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du Code, sous réserve de l'acceptation et de l'agrément des conditions du paiement du ou des sous-traitants.

A ce titre, la sous-traitance est autorisée pour les marchés de travaux, les marchés de services et la part de services ou de travaux de pose ou d'installation des marchés de fournitures.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

L'acheteur n'exige pas que le titulaire effectue certaines tâches.

Le titulaire s'engage notamment à présenter à l'administration les entreprises auxquelles il envisage de confier la réalisation de certaines parties de l'accord-cadre. Pour ce faire, il remplit une déclaration relative à la présentation d'un sous-traitant. En cas d'accord, l'administration devra accepter le sous-traitant proposé et agréer ses conditions de paiement.

Même lorsqu'un sous-traitant remplit les conditions pour avoir droit au paiement direct, il peut être rémunéré par le titulaire du marché. Conformément à l'arrêt du Conseil d'Etat n° 338780 du 23 mai 2011, cette rémunération libère la dette du pouvoir adjudicateur à due concurrence. Cette mention figure dans le formulaire DC4.

6 **INTERVENANTS DE L'OPERATION**

6.1 **Le Maître d'Ouvrage (MOA)**

La Maîtrise d'Ouvrage de l'Opération revient au ministère de l'Intérieur.

La **Direction du Projet Relocalisations et Universeine** (DPRU) est responsable du pilotage global de l'opération. Elle représente le ministère de l'Intérieur dans le suivi et l'exécution du présent marché, et est l'interlocuteur mentionné à l'article 5 du présent document. Elle est dénommée dans le présent CCAP le « MOA ». Ce dernier est le souscripteur des polices d'assurances.

Ses coordonnées sont les suivantes :

DEPAFI/Direction de projet Relocalisations et Universeine
Place Beauvau
75800 Paris cedex 08

En fonction de l'avancement du projet, cette direction a vocation à transférer progressivement ses attributions à l'entité gestionnaire et exploitante de l'ouvrage (DEPAFI/Sous-direction des affaires immobilières), laquelle se substituera à la direction de projet notamment après la réception des travaux.

6.2 La Maîtrise d'œuvre

Eu égard à la nature et à l'objet du présent marché, le MOA ne saurait être regardé comme exerçant la maîtrise d'œuvre du projet. La maîtrise d'œuvre est confiée au BERIM

6.3 Le futur Titulaire du Marché Public Global sur Performances (MPGP)

Le groupement attributaire pressenti du MPGP est en cours de désignation. La présente consultation s'inscrivant en phase DCE de l'opération. La notification du MPGP est envisagée à la suite d'une phase de mise au point, à compter du 15/11/2025.

6.4 L'assureur

La bonne exécution des prestations prévues au présent marché est confiée à la responsabilité de l'assureur, en tant que titulaire du marché.

Quel que soit le schéma d'assurances proposé, individuellement ou en groupement, l'assureur agit à l'égard du maître de l'ouvrage, du fait de son habilitation en tant que tiers de confiance vis-à-vis d'autres assureurs et/ou réassureurs qu'il pourrait solliciter, et ce dès la phase de consultation jusqu'à l'expiration de ses obligations contractuelles.

Il intervient donc dans la protection de l'identité, des documents, des transactions et toutes information relevant du projet. Il engage sa responsabilité dans les opérations qu'il effectue pour le compte de son client.

6.5 Les co-intervenants

6.5.1 Vinci Immobilier

Il s'agira des travaux du promoteur qui seront menés d'une part, dans le cadre :

- Des levées de réserve de la VEFA,
- De la garantie de parfait achèvement ou de bon fonctionnement liés à la VEFA.

D'autre part seront concernés également des travaux complémentaires confiés à l'entreprise dus au titre des contrats passés lors de la VEFA (création et entretien d'espaces verts).

De plus seront réalisées des prestations par les entreprises du MI pour l'installation des éléments réseaux et pour assurer des prestations garantissant la sûreté du site.

Enfin des travaux spécifiques seront réalisés par des entreprises tierces avec mise à disposition de zones temporaires ainsi que des travaux menés par de futurs preneurs à bail de coques commerciales sur le site ou encore des travaux par les entreprises d'exploitation de la restauration et de services spécifiques (salle de sport, crèche).

7 MODALITES GENERALES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

7.1 Prestations réservées à des organismes d'assurances

En application du Code des Assurances, les prestations d'assurance sont impérativement réservées à des sociétés d'assurances (*agrément administratif, article L.320-2 du Code des Mutualités et L.321-1 du Code des Assurances*).

7.2 Équipe dédiée à l'exécution des prestations et modalités de remplacement

Le titulaire s'engage à constituer, dès la notification du présent marché, l'équipe dédiée à la gestion du programme d'assurance qu'il a prévu dans son offre. Cette équipe devra être composée à minima :

- d'un référent technique (chargé de l'instruction des dossiers complexes, de la coordination des actions et du lien avec le maître d'ouvrage),
- d'un ou plusieurs gestionnaires de contrats et de sinistres,
- d'un responsable de la relation client (assurant la fluidité des échanges et le suivi opérationnel du programme).

7.3 Réunions de lancement et de suivi

7.3.1 Réunion de lancement

Dans un délai maximum de 15 jours calendaires suivant la notification du marché, l'acheteur organisera une réunion de lancement en présence :

- des représentants du pouvoir adjudicateur,
- des membres de l'équipe dédiée de l'assureur,
- et, le cas échéant, des partenaires ou intermédiaires impliqués dans la gestion du programme.

Cette réunion aura pour objectif de :

- présenter le projet d'assurance dans ses grandes lignes (périmètre, enjeux, modalités de gestion),
- introduire les membres de l'équipe opérationnelle en charge du suivi du programme,
- valider les modalités de communication, de coordination et de reporting,
- établir le calendrier prévisionnel des actions et des points de suivi.

Le titulaire devra fournir, au plus tard le jour de la réunion :

- un support de présentation synthétique du programme et de l'organisation mise en place,
- une fiche de contact des membres de l'équipe dédiée (noms, fonctions, coordonnées),
- un planning prévisionnel des réunions de suivi et des jalons clés du programme.

Un compte-rendu de la réunion sera rédigé par l'attributaire et transmis au pouvoir adjudicateur dans un délai de 5 jours ouvrés après la tenue de la réunion.

7.3.2 Réunion de suivi

Les réunions de suivi auront pour objet de réviser les :

- État d'avancement du programme d'assurance (souscriptions, avenants, échéances).
- Points de vigilance ou incidents signalés.
- Évolutions des risques couverts ou des besoins du pouvoir adjudicateur
- État et revue des sinistres en cours : état d'instruction, délais, enjeux.

La fréquence de ces réunions sera établie entre les représentants de l'acheteur et du titulaire en fonction des différentes étapes dans l'exécution des prestations.

7.4 Clauses environnementales

En application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, le titulaire veille, dans le cadre de l'exécution des prestations qui lui incombent, à respecter les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière de protection de l'environnement, de sécurité et de santé des personnes.

En outre, le titulaire s'engage à utiliser l'espace de travail collaboratif, qu'il a décrit dans son offre, pour le partage d'information et de documentation est mise en place, limitant ainsi l'échange de mails et le volume des données échangées.

7.5 Propriété intellectuelle

Par dérogation à l'article 37 du CCAG-FCS, les résultats sont cédés à l'acheteur à titre exclusif. L'acheteur ne peut utiliser les prestations couvertes par des droits de propriété intellectuelle que pour les besoins exprimés dans le marché. Le titulaire n'est pas autorisé à utiliser les résultats y compris commercialement.

7.6 Mesures de sécurité

Les devoirs et obligations du titulaire concernant les mesures de sécurité sont définis à l'annexe 1 du présent document.

7.7 Engagements et obligations de l'assureur

7.7.1 Devoir de Conseil et d'Information.

En sa qualité de professionnel, le titulaire Assureur exerce son devoir de conseil et d'information auprès du Maître d'ouvrage. Il l'informe à ce titre, avec proactivité, de toute difficulté qu'il rencontrerait dans le cadre de l'exécution du marché et prend ou préconise toute mesure utile pour y remédier dans les meilleurs délais.

L'Assureur informe notamment le Maître d'ouvrage de toutes les contraintes administratives et/ou techniques inhérentes à l'exécution des prestations et/ou de toutes les erreurs ou omissions qu'il constate dans les documents qui lui sont soumis et qui mettent en péril la réalisation de ses prestations.

7.7.2 Obligation de continuité

L'Assureur s'engage à affecter une équipe dédiée, composée de personnes ayant les compétences et l'expérience requises.

L'Assureur communique au Maître d'Ouvrage ainsi qu'à sa demande en cours d'exécution, les noms, titres et coordonnées professionnelles des personnes physiques en charge de l'exécution des prestations.

7.7.3 Obligation de confidentialité

L'Assureur s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution des prestations objet de présent marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

7.7.4 Devoir d'alerte

L'Assureur a le devoir d'informer sans délai le Maître d'Ouvrage de toute difficulté dans l'application de son contrat

Dès les premiers échanges relatifs à l'étude et l'élaboration de l'offre et ce, pendant toute la durée de l'opération, l'Assureur devra informer le Maître de l'ouvrage de toutes modifications liées au contrôle effectif de l'entreprise (actionnariat, capital) et de tout changement de sa gouvernance.

8 MODIFICATION EN COURS D'EXECUTION

8.1 Clause de réexamen

Le marché peut faire l'objet de modifications conformément à l'article R. 2194-1 du Code. Ainsi, outre, la clause de réexamen en cas de circonstances imprévisibles prévue à l'article 25 du CCAG-FCS, le présent marché introduit une clause de réexamen rendant possible :

8.1.1 Modifications dues à une évolution réglementaire ou législative

Dans le cas où les prestations initialement décrites dans le marché initial doivent faire l'objet de modifications à la suite d'une évolution réglementaire ou législative, les parties s'engagent à examiner de bonne foi les conséquences de cette évolution.

Les modifications sont bornées à ce qui est strictement rendue nécessaire par l'évolution réglementaire ou législative.

Sur proposition du titulaire, acceptée par l'acheteur après une éventuelle phase de négociation, la modification est intégrée au marché soit :

- Par ordre de service si l'impact financier est nul ;
- Par acte modificatif au contrat (avenant) en cas d'impact financier.

Dans le cas où les modifications envisagées ont un impact financier et ne peuvent souffrir aucun retard, il sera fait application pour la fixation du prix des modalités fixées à l'article 23.1 du CCAG-FCS.

9 MODALITE ET DETERMINATION DU PRIX

9.1 *Forme du prix*

Le prix du marché est traité à prix global et forfaitaire et est fixé à l'annexe de l'acte d'engagement.

Ce montant correspond à la prime.

9.2 *Établissement du prix*

Les prix sont établis par application des taux fixés au coût total définitif hors terrain (taxes et honoraires compris) de l'opération d'aménagement portée par le marché public global de performance.

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS, les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise de l'offre finale. **Ce mois est appelé « mois 0 ».**

A cet effet, Le Maître de l'ouvrage s'engage à déclarer :

- Le *coût total prévisionnel de la construction* sur lequel sera prévue la cotisation provisoire,
- Dans le mois de l'arrêté des comptes définitifs de la construction, *le coût total définitif de la construction* d'après lequel sera calculé, s'il y a lieu, le complément de cotisation résultant de la différence entre la cotisation définitive et la cotisation provisoire.

Le titulaire est informé que l'unité monétaire est l'euro.

9.2.1 Modalités de détermination de détermination de la prime lot n° 1

La tarification proposée par l'assureur au titre des garanties précisées à l'article 2 ci-dessus est exprimée dans l'annexe financière par un taux de prime en % (pourcentage) appliqué à l'assiette de prime.

9.2.1.1 Assiette assurable

L'assiette assurable est identique pour la Tous Risques Chantier et la Responsabilité Civile Chantier.

Nature des prestations	Montant prévisionnel	
	HT	TTC
Honoraires d'études MOE (Architectes, BET, OPC)	1 200 000 €	1 440 000 €

Travaux TCE	17 800 000 €	21 360 000 €
Total	19 000 000 €	22 800 000 €

Remarque : l'assiette des primes étant définie comme le coût des travaux et honoraires TTC, les sinistres seront indemnisés TTC.

9.2.1.2 [Calcul de la prime TRC et RC](#)

La prime TRC/TRME est déterminée par l'application d'un taux sur le montant prévisionnel de l'opération. La prime est augmentée du montant des taxes, primes CAT-NAT et GAREAT en vigueur au moment de l'appel de prime.

La prime RC est déterminée par l'application d'un taux sur le montant prévisionnel de l'opération. La prime est augmentée du montant des taxes en vigueur au moment de l'appel de prime.

La prime provisionnelle proposée par l'assureur au titre des garanties précisées sera exprimée par option/franchises dans le tableau ci-après :

- En fin de chantier, le Maître d'ouvrage s'engage à communiquer le montant définitif de l'opération, c'est-à-dire le montant total des travaux constitutif de la base assurable.
- La prime définitive sera calculée par application du taux définitif (taux de base + taux de prolongation éventuelle) sur ce montant. Cette cotisation sera déterminée (« Catastrophes naturelles », GAREAT, frais et taxes en sus).

9.2.2 [Modalités de détermination de détermination de la prime lot n° 2](#)

9.2.2.1 [Assiette assurable](#)

L'assiette de prime est constituée par le coût total définitif de l'opération TTC (travaux + honoraires), dont le coût prévisionnel s'élève à **22 800 000 €** TTC, et étant précisé que doivent être déduits les travaux et honoraires hors objet de la garantie :

- Les travaux de démolition,
- Les espaces verts,
- Le mobilier, les équipements de cuisine,
- Les équipements spécifiques,

Les lots et/ou travaux correspondant à des éléments d'équipements dont la fonction exclusive est de permettre une activité professionnelle (article 1792.7 du Code Civil).

Le souscripteur s'engage à communiquer lors de la déclaration du coût définitif de l'opération la liste précise et chiffrée des lots, travaux et honoraires concernés.

9.2.2.2 [Calcul de la prime DO et CCRD](#)

La prime définitive sera établie dans les 12 mois suivant la date de réception.

En fin de chantier, le Maître de l'ouvrage s'engage à communiquer le montant définitif de l'opération, c'est-à-dire le montant total des travaux constitutif de la base assurable.

La prime définitive sera calculée par application du taux sur le montant définitif augmentée des taxes en vigueur.

9.2.3 [Modalités de détermination de détermination de la prime lot n° 3](#)

9.2.3.1 [Régularisation de la prime provisionnelle](#)

Lorsque suivant mention aux Conditions Particulières, une garantie est accordée à concurrence d'un capital révisable ou une prime est calculée sur la surface déclarée, la prime provisionnelle payée par l'Assuré sera révisée à la fin des travaux en fonction des déclarations faites par l'Assuré.

L'Assureur détermine la moyenne arithmétique, base sur laquelle est calculée la prime due.

La différence entre la prime provisionnelle et la prime effectivement due est payée ou remboursée suivant décompte établi par avenant annuel de régularisation.

9.3 Contenu du prix

Ces prix sont réputés complets, c'est-à-dire comprendre toutes les charges fiscales* ou autres frappant obligatoirement la prestation, la marge pour risques et bénéfice et tous les frais nécessaires à la réalisation des prestations. Le niveau des charges sur lequel le titulaire s'est fondé pour établir lesdits prix emporte engagement de sa part.

Ce niveau de charge peut être dépassé sans supplément de prix pour l'administration.

Le prix TTC porté à cette annexe comprend toutes les taxes en vigueur à la date de son établissement.

* Sont applicables le ou les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

9.4 Variation du prix

9.4.1 Lots n° 1 et n° 2

9.4.1.1 Modalités de révision des taux

Les taux applicables sont fermes et uniquement révisables dans les cas suivants :

- Si le coût définitif TTC de la construction (travaux+ honoraires) est différent du coût prévisionnel déclaré, le montant de la prime de révision sera calculé en plus ou moins sur la différence,
- Si le coût total définitif de construction dépasse le montant maximum de 2 280 000 euros TTC, soit 10% du montant prévisionnel de 22 800 000 euros TTC déclaré à la souscription, le souscripteur en fera la déclaration à l'assureur afin de définir en cas de besoin de nouvelles conditions de garantie,
- Si le projet subit des modifications techniques constituant une aggravation du risque déclaré initialement,
- Si la durée des travaux est supérieure à la durée initialement déclarée (hors prolongation automatique éventuelle accordée par l'assureur),
- Si le souscripteur demande la reconstitution des garanties après sinistre.

9.4.1.2 Indexation des garanties

Les montants garantis y compris celui des franchises contractuelles seront indexés au jour du sinistre par application de l'indice BT 01 à la date de souscription du contrat.

9.4.1.3 Règles d'arrondi

Coefficient de révision

Conformément à l'article 10 du CCAG-FCS, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur. La règle d'arrondi est la suivante :

- quatrième décimale inférieure à 5 : valeur de la troisième décimale inchangée (exemple de calcul d'arrondi : 1,0544 devient 1,054) ;
- quatrième décimale égale ou supérieure à 5 : valeur de la troisième décimale arrondie à la valeur supérieure (exemple de calcul d'arrondi : 1,0545 devient 1,055).

Garanties et taux révisés

Les garanties et taux révisés calculés sur deux décimales est arrondi au centième supérieur.

La règle d'arrondi est la suivante :

- troisième décimale inférieure à 5 : valeur de la deuxième décimale inchangée (exemple de calcul d'arrondi : 1,054 devient 1,05) ;
- troisième décimale égale ou supérieure à 5 : valeur de la deuxième décimale arrondie à la valeur supérieure (exemple de calcul d'arrondi : 1,055 devient 1,06).

9.4.1.4 Remplacement ou disparition de l'indice

En cas de cessation de publication ou de disparition de l'indice de référence, les parties conviennent d'adopter l'indice de remplacement publié par l'INSEE ou, à défaut, de choisir un indice similaire.

En cas de remplacement de l'INSEE, si aucun indice de raccordement des deux séries n'est publié par l'INSEE, il sera calculé selon la méthodologie suivante :

- Prendre la dernière valeur définitive de la série arrêtée (V_a) ;
- Prendre la valeur définitive de la série poursuivante à la même date (V_{pd}) ;
- Calculer le coefficient de raccordement en effectuant l'opération suivante : V_a / V_{pd} et arrondir le résultat à quatre décimales ;
- Ensuite, pour prolonger l'ancienne série, multiplier les indices de la nouvelle série par le coefficient de raccordement et arrondir les résultats à une décimale.

Le nouvel indice choisi par les parties sera acté par voie d'avenant au marché.

9.4.2 Lot n° 3

9.4.2.1 Modalités de révision des taux

Les taux applicables sont fermes et uniquement révisables dans le cas d'une modification de risques non prévus au projet d'aménagement.

9.4.2.2 Indexation des garanties

Les montants garantis y compris celui des franchises contractuelles seront indexés au jour du sinistre par application de l'indice BT 01 à la date de souscription du contrat.

9.4.2.3 [Règles d'arrondi](#)

Coefficient de révision

Conformément à l'article 10 du CCAG-FCS, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur. La règle d'arrondi est la suivante :

- quatrième décimale inférieure à 5 : valeur de la troisième décimale inchangée (exemple de calcul d'arrondi : 1,0544 devient 1,054) ;
- quatrième décimale égale ou supérieure à 5 : valeur de la troisième décimale arrondie à la valeur supérieure (exemple de calcul d'arrondi : 1,0545 devient 1,055).

Garanties et taux révisés

Les garanties et taux révisés calculés sur deux décimales est arrondi au centième supérieur.

La règle d'arrondi est la suivante :

- troisième décimale inférieure à 5 : valeur de la deuxième décimale inchangée (exemple de calcul d'arrondi : 1,054 devient 1,05) ;
- troisième décimale égale ou supérieure à 5 : valeur de la deuxième décimale arrondie à la valeur supérieure (exemple de calcul d'arrondi : 1,055 devient 1,06).

9.4.2.4 [Remplacement ou disparition de l'indice](#)

En cas de cessation de publication ou de disparition de l'indice de référence, les parties conviennent d'adopter l'indice de remplacement publié par l'INSEE ou, à défaut, de choisir un indice similaire.

En cas de remplacement de l'INSEE, si aucun indice de raccordement des deux séries n'est publié par l'INSEE, il sera calculé selon la méthodologie suivante :

- Prendre la dernière valeur définitive de la série arrêtée (V_a) ;
- Prendre la valeur définitive de la série poursuivante à la même date (V_{pd}) ;
- Calculer le coefficient de raccordement en effectuant l'opération suivante : V_a / V_{pd} et arrondir le résultat à quatre décimales ;
- Ensuite, pour prolonger l'ancienne série, multiplier les indices de la nouvelle série par le coefficient de raccordement et arrondir les résultats à une décimale.

Le nouvel indice choisi par les parties sera acté par voie d'avenant au marché.

10 PENALITES

10.1 Pénalités

10.1.1 [Pénalités de retard](#)

En cas de non-respect des délais contractuels par l'assureur, notamment pour :

- la présentation de l'offre d'indemnisation,
- le versement des indemnités,
- la transmission des documents contractuels ou techniques,
- la participation aux réunions de suivi,

des pénalités de retard seront appliquées à hauteur de 150 € par jour calendaire de retard.

10.1.2 [Pénalité pour infraction au code du travail](#)

Si l'Assureur ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise, il encourt l'application de pénalités d'un montant égal à 10 % du montant TTC réalisé du marché.

10.1.3 [Pénalité pour violation des mesures de sécurité](#)

L'attention du titulaire est appelée sur la durée pendant laquelle il devra s'assurer de la protection des informations dont il dispose. Cette durée comprend la période de conservation par ses soins de tous les éléments relatifs au présent marché au-delà de la fin d'exécution de la date de limite des garanties contractuelles souscrites. La destruction des informations devra faire l'objet d'une information du ministère de l'Intérieur.

En cas de violation des mesures de sécurité et de protection des informations sensibles, ainsi que des obligations de confidentialité, L'Assureur s'expose à l'application d'une pénalité d'un montant égal à 5 % du montant du lot concerné.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, indifféremment du niveau de sensibilité des informations concernées, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

Les sanctions pécuniaires sont appliquées sans préjudice des sanctions pénales encourues par L'Assureur.

10.1.4 [Pénalité pour absence de la personne désignée](#)

Si l'interlocuteur dédié et désignée ou son suppléant sont absents pendant plus de trente (30) jours, le Titulaire encourt des pénalités de 500 €/jour de retard.

10.1.5 [Application des pénalités](#)

L'ensemble des pénalités susmentionnés sont cumulables.

Conformément à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités au titre du marché sont applicables après une phase contradictoire préalable.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, les pénalités de retard sont plafonnées à 5 % du montant HT du marché. Les pénalités autres que les pénalités de retard sont plafonnées à 25% du montant HT du marché.

Dans le cas où les pénalités atteindraient le plafond susmentionné, l'accord-cadre peut être résilié aux torts du titulaire, moyennant le paiement du montant des pénalités restant dû.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, l'ensemble des pénalités sont dues par le titulaire sans considération du montant desdites pénalités.

10.1.6 [Décomptes des pénalités](#)

Les décomptes de pénalités sont notifiés de façon écrite et expresse au titulaire et précisent la partie pénalisable des prestations commandées.

Le montant des pénalités ainsi établies vient en déduction des paiements à effectuer au titre de toute facture ou par l'émission d'un titre de recette.

Le titulaire reste intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de la pénalité. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement de ladite pénalité.

11 SERVICE FAIT PRESUME

La procédure de service fait présumé est appliquée aux prestations objet du présent marché.

Dans le respect des dispositions de l'arrêté du 12 mars 2020 relatif à la procédure de service fait présumé mise en œuvre par les ordonnateurs de l'État en application de l'article 31 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, la conformité à l'engagement juridique de la prestation peut être présumée au regard de la nature de la dépense ou de l'évaluation des risques résultant notamment des dispositifs de contrôles internes de l'ordonnateur.

La procédure de service fait présumé est juridiquement distincte de la procédure de constatation de l'exécution des prestations opérée par les services de l'ordonnateur et le titulaire.

Le titulaire est informé que l'ordonnateur peut, en cours d'exécution du marché, suspendre la procédure de service fait présumé pour tout ou partie du marché

Si postérieurement au paiement il est constaté que des sommes ont été payées indûment, le titulaire doit, après demande écrite de l'ordonnateur, procéder sans délai au remboursement des sommes concernées par précompte sur les appels de prime à venir. Les montants concernés figurent expressément dans le détail de facturation. Par exception, en cas d'impossibilité pour le titulaire de procéder au remboursement dans les conditions évoquées ci-dessus, une facture d'avoir correspondant au montant perçu indûment est transmise à l'ordonnateur.

Lorsque la procédure de remboursement ou d'avoir prévue plus haut ne peut être mise en œuvre, l'ordonnateur émet un ordre de recouvrer à l'encontre du titulaire, conformément à l'article 11 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

12 CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.

Les opérations de vérification sont effectuées dans les conditions prévues ci-dessous.

En l'absence d'indication, les opérations de vérification sont effectuées selon les usages de la profession pour les fournitures courantes ou services en cause.

L'acheteur effectue, au moment même de la livraison des fournitures ou de l'exécution des services, les opérations de vérification quantitative et qualitative simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps.

Il peut notifier au titulaire sur-le-champ sa décision, qui est arrêtée suivant les modalités définies par la suite.

Pour les vérifications effectuées dans les locaux de l'acheteur ou dans tout autre lieu désigné par lui, le point de départ du délai est la date de la livraison ou de mise en service, le cas échéant, en ce lieu.

Pour les vérifications qui, aux termes du marché, sont effectuées dans les locaux du titulaire ou dans tout autre lieu désigné par lui, le point de départ du délai est la date à laquelle le titulaire signale que, sous réserve des stipulations ci-dessous, la totalité des fournitures ou des services est prête à être vérifiée.

Les contrôles de quantité et de qualité ont pour objet de vérifier que la quantité et la qualité des prestations fournies par le titulaire est conforme aux documents contractuels et s'appliquent sur l'ensemble du périmètre et des prestations du présent accord-cadre.

La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitatives et inversement.

Conformément au chapitre 5 du CCAG-FCS, la constatation de l'exécution des prestations se réalise selon les modalités suivantes :

Prestations	Modalités de vérifications	Délais de vérifications	Décisions	Phase contradictoire	Action du titulaire à la suite de la décision
Gestion d'un sinistre	Remboursement du sinistre au regard du rapport de l'expert mandaté	15 jours calendaires à compter du remboursement du sinistre Passé ce délai, les prestations sont réputées admises.	Admission ¹	/	Présenter la demande de paiement
			Ajournement ²	Dans un délai de 10 jours calendaires à compter de la notification de la décision d'ajournement : <ul style="list-style-type: none"> - Accepter l'ajournement - Refuser l'ajournement Le silence gardé durant ce délai vaut refus de l'ajournement	Présenter à nouveau à l'acheteur les prestations mises au point, dans un délai de 15 jours calendaires à compter de l'acceptation de l'ajournement
			Réfaction ³	Dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la notification de la décision d'admission avec réfaction : <ul style="list-style-type: none"> - Accepter la réfaction - Formuler des observations sur lesquelles l'acheteur prononcera une nouvelle décision dans un délai de 15 jours calendaires Le silence gardé durant ces délais vaut acceptation de la réfaction ou des observations	Présenter la demande de paiement avec la réfaction le cas échéant
			Rejet ⁴	Dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la livraison ou de l'exécution des prestations, l'acheteur doit demander au titulaire de présenter ses observations.	Exécuter à nouveau les prestations rejetées

¹ Admission : les prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché

² Ajournement : les prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point.

³ Réfaction : les prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état. Une réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées est appliquée.

⁴ Rejet : Les prestations ne peuvent être admises en l'état

13 REGLEMENT

13.1 Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à :

- l'opérateur économique titulaire ;
- l'opérateur économique mandataire.

13.2 Paiement

13.2.1 Principe

Les prestations sont rémunérées par application du prix global et forfaitaires fixé à l'annexe financière de l'acte d'engagement.

13.2.2 Échéancier de paiement

Le règlement des primes provisionnelles sera effectué dès le démarrage des garanties.

Les primes de régularisation en plus ou moins-value seront produites et réglées dès la connaissance du montant définitif de l'opération, communiqué par le Maître d'ouvrage à l'Assureur.

13.2.3 Mode de règlement

Les références du compte bancaire ou postal (compte commun en cas de groupement solidaire, un compte pour chaque membre en cas de groupement conjoint) où les paiements devront être effectués, seront indiqués dans l'Acte d'Engagement ; un RIB ou un RIP sera joint.

Conformément au Code, le délai global de paiement ne peut excéder trente jours calendaires à compter de l'émission des appels de prime émis par le titulaire. Le dépassement de ce délai ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire du marché, ou le sous-traitant, le bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration de ce délai. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne (BCE) à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

La mise en œuvre de ce délai interviendra dans les conditions fixées par les articles susmentionnés. Conformément au Code, le retard de paiement donnera lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 €. Ces frais sont payés dans un délai de 45 jours calendaires suivant la mise en paiement du principal.

13.2.4 Interruption du délai de paiement

Lorsque la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes, le délai de paiement peut être interrompu une seule fois par le pouvoir adjudicateur.

Pour les pouvoirs adjudicateurs dotés d'un comptable public, cette interruption ne peut intervenir qu'avant l'ordonnancement de la dépense.

L'interruption du délai de paiement fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception.

Cette notification précise les raisons imputables au créancier qui s'opposent au paiement, ainsi que les pièces à fournir ou à compléter.

L'interruption débute le jour de sa notification et prend fin à compter de la réception de la totalité des pièces exigées.

Dès lors, un nouveau délai de paiement est ouvert : il est de 30 jours calendaires ou égal au solde restant à courir à la date de suspension si ce solde est supérieur à 30 jours calendaires.

13.2.5 Modalités de paiement en cas de groupement

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

13.3 **Demande de paiement**

13.3.1 Modalités de demande de paiement

La transmission des appels de prime dans le cadre du présent marché doit être effectuée conformément aux dispositions des articles L. 2192-1 à L. 2192-7 et D. 2192-1 à R. 2192-3 du Code et de l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des appels de prime :

- envoyer ses appels de prime par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers :
 - par transfert de fichier (en mode EDI – Echange de données informatisées) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus Pro, soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation ;
 - en utilisant des web services (en mode API – « Application programming interface ») : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service). L'émetteur de facture s'identifie via les API et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou la saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et le téléchargement de pièces complémentaires, etc. ;
- utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins :
 - soit de déposer ses appels de prime sur le portail ;
 - soit de saisir directement ses appels de prime.

Pour connaître les conditions techniques⁵ et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des appels de prime, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1> / rubrique « nous contacter ».

⁵ Guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange.

1.1.1 Comptables assignataires

Le comptable assignataire des paiements est le suivant :

Le contrôleur budgétaire et comptable ministériel du ministère de l'Intérieur.
Place Beauvau
Immeuble Lumière
75800 PARIS cedex 08

13.3.2 Ordonnateurs

L'ordonnateur principal est le suivant :

DEPAFI/ Centre des prestations financières
Place Beauvau
Immeuble Lumière
75800 PARIS cedex 08

13.3.3 Spécificité en cas de groupement

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est le seul habilité à présenter à l'acheteur la demande de paiement.

En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement du membre du groupement concerné.

Le mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

14 ENGAGEMENTS ET OBLIGATIONS

14.1 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

L'Assureur est soumis aux obligations, résultant des lois et règlements, relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail. L'Assureur doit fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché, les documents prévus à l'article D. 8222-5 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont communiquées par L'Assureur au ministère sur l'adresse : <https://www.e-attestations.com/>

Lorsqu'il contrevient à ces dispositions, après mise en demeure restée infructueuse, L'Assureur peut faire l'objet d'une décision de résiliation à ses torts sans qu'il puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. À défaut d'indication du délai, L'Assureur dispose d'un mois à compter de la notification de mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Par ailleurs, lorsque le Maître d'Ouvrage est informé par un agent de contrôle de la situation irrégulière de l'Assureur au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, L'Assureur est mis en demeure de faire cesser sans délai cette situation.

L'Assureur ainsi mis en demeure apporte au Maître d'Ouvrage, dans un délai de deux mois, la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle. À défaut, le marché peut être résilié(s) aux torts exclusifs de l'Assureur sans qu'il puisse prétendre à indemnité et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

14.2 Responsabilité sociétale des entreprises et développement durable

Le présent marché comporte des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de progrès social.

Le respect des clauses ci-après s'impose à l'Assureur du marché, et le cas échéant ses partenaires. L'Assureur avise ces entités que les obligations du présent article leur sont applicables mais reste responsable du respect de celles-ci vis-à-vis du Maître d'Ouvrage.

14.3 Droits de l'homme

L'Assureur et l'ensemble des opérateurs économiques liés par le présent marché doivent se conformer aux exigences ci-dessous :

- Respecter les règles de protection des salariés (EPC, EPI, etc.) applicables à leurs activités respectives ;
- Disposer d'un système de management tenant compte du respect des droits sociaux fondamentaux au sens du référentiel des Nations Unies ;
- Respecter les 8 conventions fondamentales de l'OIT et les réglementations nationales des pays d'implantation ou de provenance des marchandises en application de l'article 6 du CCAG de référence.

14.4 Relations et conditions de travail

L'Assureur et l'ensemble des opérateurs économiques liés par le présent marché doivent se conformer aux exigences ci-dessous :

- Avoir une politique de ressources humaines structurée dans le respect des réglementations nationales et des normes internationales de droit du travail ;
- Respecter la réglementation et les normes internationales de comportement en matière de dialogue social (CHSCT, DP, syndicats, négociations annuelles) ;
- Avoir une politique santé-sécurité structurée dans le respect des réglementations nationales et des normes internationales de droit du travail ;
- Tenir si nécessaire un bilan sur les risques santé-sécurité des salariés et sous-traitants ;
- Appliquer les lois sur le droit à la formation ;
- Respecter les législations et normes en matière de lutte contre le travail dissimulé ;
- Appliquer tout dispositif santé-sécurité sectoriel dont les réglementations nationales ou les normes internationales font état ;
- Le cas échéant, respecter les conventions collectives sectorielles.

Par ailleurs, L'Assureur est tenu de déclarer au représentant du pouvoir adjudicateur toute condamnation par une autorité juridique (prud'hommes, tribunal administratif) au regard de toute problématique de ressources humaines (licenciements abusifs, travail dissimulé).

14.5 Loyauté des pratiques

L'Assureur et l'ensemble des opérateurs économiques liés par le présent marché doivent se conformer aux exigences ci-dessous :

- Respecter les droits de propriétés intellectuelles de leurs partenaires ;
- Avoir une politique de lutte contre la corruption ;
- S'inscrire dans le cadre d'une concurrence loyale.

14.6 Contrôle

L'Assureur fournit annuellement au Maître d'Ouvrage les éléments permettant de démontrer qu'il a satisfait à ses obligations en matière de respect de l'environnement, respect des droits de l'homme, respect des conditions de travail et de protection du consommateur.

L'inexécution ou le non-respect des clauses ci-dessus est un motif de résiliation du marché.

14.7 Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit justifier, dès la notification du marché et avant tout début d'exécution, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la réception de la demande.

14.8 Conflits d'intérêt

Les intervenants des titulaires réalisent leurs prestations avec probité et intégrité.

Ils veillent à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts, défini comme une situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou à paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif de leur profession.

Les titulaires et les bénéficiaires du présent accord-cadre s'engagent à respecter toutes les mesures déontologiques applicables dans le cadre de l'exécution des prestations.

Les intervenants doivent être à jour de leurs obligations déontologiques, notamment pour les anciens agents publics (autorisation de la commission de déontologie de l'administration d'origine ou autorisation de l'employeur soumise à approbation de l'administration bénéficiaire). Au-delà des poursuites pénales applicables, l'administration peut être amenée à écarter du suivi du présent accord-cadre toute personne (titulaire ou bénéficiaire) ne respectant pas ces règles.

L'administration bénéficiaire pourra statuer sur les déclarations transmises et prendre les mesures idoines afin de faire cesser tout conflit d'intérêt (demande de remplacement, mise en impossibilité d'honorer la commande, etc.).

En cas de modification substantielle des intérêts détenus au cours de la prestation, le prestataire et les consultants actualisent leur déclaration dans un délai de 15 jours calendaires et selon les mêmes modalités.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de déclarer sous sa responsabilité, à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

Les titulaires s'engagent à ne pas proposer aux agents publics des récompenses en nature qui auraient pour conséquence le non-respect des principes déontologiques. Sont ainsi proscrits les comportements, actifs ou passifs, visant à bénéficier ou faire bénéficier d'un avantage quelconque par le biais de récompense en nature (repas, invitation hors cadre professionnel, cadeaux individuels, etc.). Toute action de démarchage ou invitation à des événements promotionnels de la part du titulaire auprès des bénéficiaires est prohibée.

Les actions de démarchage ou de prospection sont prohibées.

Les missions effectuées à titre gracieux (dites pro bono) au bénéfice des administrations publiques ne doivent donner lieu à aucune contrepartie. Toute mission pro-bono ou mécénat de compétence doit être autorisée par l'acheteur. Aucun droit de suite ne peut être accordé au prestataire d'une mission pro-bono.

En cas de conflit avéré, les prestations pourront être annulées avant le terme du marché.

Cette annulation entraînera uniquement le paiement des prestations réellement réalisées.

En cas de non-déclaration de conflit d'intérêt ou de non-respect des obligations du présent article, des pénalités pourront être appliquées. En cas de conflit d'intérêt grave et répété, ou d'absence de déclaration, le marché pourra être résilié.

15 RESILIATION

15.1 Cas de résiliation émanant de l'acheteur

L'acheteur peut résilier le marché dans les cas prévus aux articles L. 2195-1 à L. 2195-6 du Code.

Aussi, il est fait application des cas de résiliation prévus 39, 40, 41 et 42 du CCAG-FCS.

En outre, l'acheteur peut résilier le marché aux torts du titulaire dans l'hypothèse où le plafond des pénalités est atteint.

Par ailleurs, si au cours de l'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur est informé par un agent de contrôle mentionné à l'article L. 8222-6 du Code du travail de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du Code du travail, le titulaire dispose d'un délai de deux mois pour apporter la preuve qu'il a mis fin à la situation délictueuse.

A défaut, l'accord-cadre peut être résilié sans indemnité, aux frais et risques du titulaire selon les modalités arrêtées à l'article 45.1 du CCAG-FCS.

Enfin, en dehors des cas prévus au CCAG-FCS, l'acheteur se réserve le droit de prononcer la résiliation de l'accord-cadre, sans indemnité ni préavis en cas de non-respect répété des délais ou conditions d'exécution de l'accord-cadre sans motif valable à l'appréciation de l'acheteur.

En cas de résiliation de l'accord-cadre, l'acheteur public se réserve la possibilité de résilier tout ou partie des bons de commande préalablement émis, qui n'ont pas été exécutés en totalité.

15.2 Cas de résiliation du marché émanant du titulaire

Conformément au droit des assurances, le titulaire a la faculté de résilier unilatéralement le marché à l'expiration d'un délai d'un an suivant sa conclusion, avec un préavis de 12 mois afin que l'acheteur puisse procéder au déroulement de la procédure de passation du futur contrat.

15.3 Décompte de résiliation

La résiliation du fait de la personne publique dans le cas fixé à l'article 40.1 du CCAG-FCS donne lieu au décompte de résiliation visé à l'article 43.2 du CCAG-FCS.

La résiliation aux torts du titulaire donne lieu au décompte de résiliation visé à l'article 43.3 du CCAG-FCS.

La résiliation prononcée dans les cas visés à l'article 39 du CCAG-FCS ou à la suite d'une demande du titulaire donne lieu au décompte de résiliation mentionné à l'article 43.4 du CCAG-FCS.

15.4 Absence d'indemnisation pour résiliation de motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, le titulaire ne peut se prévaloir d'aucun droit à indemnisation en cas de résiliation unilatérale de l'accord-cadre,

16 EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Il est fait application de l'article 45 du CCAG-FCS.

17 DIFFERENTS

17.1 Médiation

Le présent accord-cadre est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir et relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

En cas d'échec des négociations directes alors engagées entre les parties, et avant toute saisine de la juridiction compétente, celles-ci ont la possibilité de saisir le médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur à l'adresse suivante : mediateur-fournisseur@interieur.gouv.fr ou par courrier recommandé avec avis de réception à M. le Médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur, Place Beauvau, 75800 Paris Cedex 08.

Dans l'hypothèse où, à l'issue d'un délai de 3 mois, le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation doivent rester confidentiels.

17.2 Litige

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent document seront réglées conformément aux prescriptions :

- du Code de la commande publique
- du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics fournitures courantes et de services (CCAG-FCS).

Les litiges éventuels relatifs à l'exécution du présent marché, qui n'auront pas pu faire l'objet d'un règlement à l'amiable tel que prévu à l'article 46 du CCAG-FCS, relèvent de la compétence exclusive du tribunal administratif compétent:

Tribunal administratif de Paris

CCAP - Assurances Universeine

18 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Toute dérogation au CCAG-FCS qui n'est pas clairement définie et récapitulée comme telle dans le présent article est réputée non écrite.

Toutefois, ne constitue pas une dérogation au CCAG-FCS l'adoption, sur un point déterminé, de stipulations différentes de celles qu'indique dans ce dernier lorsque, sur ce point, celui-ci prévoit expressément la possibilité pour les marchés publics de contenir des stipulations différentes.

Le présent CCAP déroge aux articles suivants du CCAG-FCS :

Articles du CCAP dans lesquels figurent des dérogations	Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé	Objet de la dérogation
3.4	13.3	Cas pour demander une prolongation des délais (élargissement de la possibilité aux circonstances imprévisibles)
4	4.1	Documents contractuels
5.2.2.1	3.5.4	Remplacement du mandataire en cas de défaillance
7.5	37	Utilisation des résultats
9.2	10.2.4	Mois d'établissement du prix initial
10.1.5	14	Absence d'exonération et modification du plafond des pénalités de retard
13.7	9	Délais de remise attestation assurance
14.4	42	Absence d'indemnisation en cas de résiliation